

Compte rendu

Ouvrage recensé :

The Political Economy of Canada, An Introduction de Michael Howlett et M. Ramesh, Toronto, McClelland and Stewart, 1992, 307 p.

par Marc Desjardins

Revue québécoise de science politique, n° 24, 1993, p. 164-167.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040326ar>

DOI: 10.7202/040326ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

The Political Economy of Canada, An Introduction.
de Michael Howlett et M. Ramesh, Toronto, McClelland and
Stewart, 1992, 307 pages.

The Political Economy of Canada est le seul livre
présentement en circulation qui tente de résumer et
d'expliquer la contribution originale de l'économie politique à
l'étude du Canada. Pour cette raison et parce qu'il est

entièrement rédigé par les auteurs, il se démarque d'autres ouvrages traitant du même sujet tels le recueil de textes *Perspectives on Canadian Economic Development* de Gordon Laxer et *The New Canadian Political Economy* de Glenn Williams et Wallace Clement qui fut rédigé en collaboration. L'objectif des auteurs était donc de combler une sérieuse lacune dans le monde de l'édition anglophone. Notons l'absence d'un ouvrage équivalent dans le monde de l'édition francophone. Il est peu probable que ce livre puisse être utilisé dans les universités francophones mais cette recension encouragera peut-être un auteur francophone à relever le défi.

Même si l'économie politique est habituellement enseignée aux niveaux plus avancés, nous partageons l'opinion des auteurs qui notent dans leur introduction qu'il est difficile pour les étudiants de développer une vue d'ensemble du champ sans l'aide d'un texte et tout aussi ardu pour les enseignants de communiquer, avec l'aide d'écrits parfois disparates, l'ensemble du champ théorique en question. Incidemment, c'est la raison pour laquelle j'ai moi-même utilisé ce texte durant l'automne 1993. Le défi, il faut le reconnaître, est de taille et c'est la stratégie et les méthodes choisies par les auteurs pour communiquer ainsi qu'expliquer l'économie politique du Canada que nous sommes appelés à évaluer.

Puisqu'il s'agit d'un ouvrage cherchant à jeter la lumière sur la grande diversité des approches théoriques existantes, on aurait pu s'attendre à ce que les auteurs ne s'attardent pas à mettre de l'avant une approche théorique particulière. L'introduction révèle toutefois que les auteurs privilégient une approche néo-institutionnaliste. Utilisant une telle approche ils veulent démontrer que «the structure of the domestic and international political economies and the manner in which state, labour, and capital have been organized in Canada have shaped the country's particular mix of market and state» (p. 22). À cet égard, ils s'empressent d'ajouter que le Canada se trouve dans une position peu enviable face à la globalisation et l'épuisement des ressources.

The Political Economy of Canada est divisé en douze chapitres, incluant l'introduction et la conclusion. Cela correspond, *grosso modo*, au nombre de semaines qu'on

retrouve dans un semestre. Il est regrettable qu'une bibliographie commentée à la fin de chaque chapitre n'ait pas été incluse. Ajoutons que la bibliographie est loin d'être exhaustive. Ainsi, certains travaux pertinents de Jane Jenson, Janine Brodie et Alain Gagnon, pour ne nommer que ceux-là, ne sont même pas mentionnés! Les chapitres 2, 3 et 4 résument tour à tour l'évolution de la pensée économique libérale, de l'économie politique socialiste et sociale-démocrate ainsi que la contribution originale des universitaires canadiens-anglais qui ont privilégié l'analyse de l'économie politique des ressources (*staples school*). Les auteurs décrivent particulièrement bien l'évolution des différents courants et méandres théoriques et il sera utile à l'enseignant moins familier avec l'histoire des idées qui à un moment ou un autre ont dominé ce champ d'analyse. À la lecture de ces chapitres, il faut conclure que les auteurs considèrent que c'est le choc des idées au sein des trois grandes familles théoriques qui constitue la véritable force motrice qui fait avancer les idées. Parce qu'ils insistent sur l'impact des controverses théoriques, ils se contentent parfois de nous livrer des esquisses plutôt que des analyses détaillées. Ainsi l'école de la régulation n'a droit qu'à un peu plus d'une page.

Les chapitres 5 et 6 sont plus décevants. Ceux-ci visent à décrire les aspects significatifs de la structure économique canadienne et de la place du Canada dans l'économie politique canadienne. La matière est extrêmement vaste et son traitement trop bref. Il n'en demeure pas moins qu'il est assez facile à l'enseignant de pallier à ce type de lacune. Les chapitres 7, 8 et 9 discutent de la structure et de l'organisation de l'État, du travail et du capital. Ils constituent en quelque sorte l'élément central de toute l'argumentation et sont fortement inspirés des travaux de Coleman et Atkinson sur l'impact des structures organisationnelles fragmentées sur les destinées économiques canadiennes. Ce qui surprend ici c'est l'absence d'une discussion de la spécificité du modèle de développement économique québécois. Cela est particulièrement étonnant puisque la nature et la structure de l'État, du monde des affaires et du travail constituent la pierre angulaire du texte. Finalement, les chapitres 10 et 11 décrivent et expliquent plus qu'ils n'analysent l'évolution des

politiques monétaires et fiscales (macro-économie) et de la politique industrielle (micro-économie) au Canada. Les auteurs concluent que le rôle et la contribution de l'État sont sous-estimés et sous-théorisés par les différents courants de pensée. Toutefois, les auteurs n'offrent aucune contribution originale à cet égard. Somme toute, l'ouvrage est plus descriptif et explicatif qu'analytique.

Il ne fait nul doute que les auteurs ont fait des choix tout à fait valables et justifiables quant aux aspects de l'économie politique canadienne qu'ils ont choisi de privilégier. Ils demeurent les seuls à offrir un ouvrage pouvant servir de point de départ pour l'enseignement. De plus, il peut servir d'ouvrage de référence utile. Il n'en demeure pas moins que certains éléments sont négligés et, sans vouloir critiquer les choix faits par Howlett et Ramesh, il est important de mentionner les éléments laissés de côté. L'ouvrage insiste peu sur le régionalisme économique qui, au Canada, constitue à la fois une donnée lourde de conséquences et un thème tout de même dominant dans la littérature. Nous avons déjà mentionné l'absence d'une analyse portant sur le Québec. L'ouvrage n'explique pas non plus comment les politiques sociales s'inscrivent au sein de la politique économique au Canada. Finalement, les auteurs n'indiquent pas s'il est opportun pour l'économie politique de tenir compte de l'impact de l'épuisement des ressources renouvelables et non renouvelables et cela même s'ils le mentionnent dans leur introduction.

Somme toute, *The Political Economy of Canada* comble un vide et offre aux étudiants un point de référence extrêmement utile pouvant servir de tremplin pour l'étude de la matière et la rédaction de travaux.

Marc Desjardins
Université Bishop